

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/11/246</p> <p>EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER SUR LES LOTS N° 1, 4, 5 ET 6 DE LA CONCESSION DE PLAGE NATURELLE DE MAR-VIVO / LES SABLETTES - CHOIX DU MODE DE GESTION ET LANCEMENT DE PROCEDURE</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/246

**O B J E T : EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER SUR
LES LOTS N° 1, 4, 5 ET 6 DE LA CONCESSION DE
PLAGE NATURELLE DE MAR-VIVO / LES SABLETTES -
CHOIX DU MODE DE GESTION ET LANCEMENT DE
PROCEDURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants, les articles L.5217-1, L.5211-1 et L.2121-22-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles R.2124-31 et suivants,

VU le décret n°2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages » transférée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 1^{er} janvier 2018,

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018 accordant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la concession de plage naturelle de Mar-Vivo / Les Sablettes sur le territoire de la commune de La Seyne-sur-Mer, à compter du 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 12 ans, son avenant n°1 en date du 30 octobre 2020 et son avenant n°2 en date du 12 septembre 2022,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 11 avril 2024,

VU l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 12 avril 2024,

VU l'avis de la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition écologique et Energétique en date du 13 novembre 2024,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue au 1^{er} janvier 2018, autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages et que, de fait elle s'est substituée aux communes dans la gestion des plages et des sous-traités d'exploitation sur l'ensemble du territoire métropolitain,

CONSIDERANT que par arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2018, le Préfet a accordé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la concession de plage de Mar-Vivo / Les Sablettes, pour une durée de 12 ans à compter du 1^{er} janvier 2019,

CONSIDERANT que l'avenant n°1 a été conclu en 2020 afin de reconfigurer les lots de plage et leur accès aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR), modifier la distance de la bande de passage au niveau du plan de la concession et réactualiser certains points du cahier des charges,

CONSIDERANT que l'avenant n°2 a été adopté en 2022 afin d'une part, de réaménager le plan de la concession en supprimant la zone spécifique dédiée aux sports de plage, de déplacer les lots n°1 et 6 ainsi que les postes de secours et reconfigurer les zones spécifiques, et, d'autre part, de prendre ces changements en compte dans le cahier des charges de la concession de plage,

CONSIDERANT que le cahier des charges ainsi que le plan de la concession actualisés matérialisent 6 lots de plage et 1 zone spécifique répartis de la manière suivante :

- **Lot n°1** : Une superficie de **160m²** destinée à la location de matelas/parasols,
- **Lot n°2** : Une superficie de **80m²** destinée à la location de matelas/parasols (non accessible aux PMR),
- **Lot n°3** : Une superficie de **200m²** destinée à la location de matelas/parasols (non accessible aux PMR),
- **Lot n°4** : Une superficie maximale de **300m²** comportant deux activités :
 - o 200m² destinée à la location de matelas/parasols,
 - o 100m² d'emprise de stockage pour engins nautiques non motorisés,
- **Lot n°5** : Une superficie de **200m²** destinée à la location de matelas/parasols,
- **Lot n°6** : Une superficie de **200m²** destinée à la location de matelas/parasols,
- **Zone spécifique n°1** : Une superficie de **62 m²** (accès aux PMR),

CONSIDERANT qu'une réflexion sur l'opportunité de conserver en l'état le lot n°2 eu égard aux problématiques d'érosion du littoral est en cours et que le contrat du lot n°3 n'arrive à échéance qu'en 2026,

CONSIDERANT qu'il convient de relancer la procédure pour les quatre lots suivants :

- **Le lot n°1 :**
 - o qui a fait l'objet d'une résiliation en 2021 ;
 - o et qui n'est actuellement pas exploité depuis son déplacement de Mar-Vivo vers les Sablottes, devant le chalet n°2 ;
- **Les lots n°4, 5 et 6 :**
 - o dont les sous-traités d'exploitation arrivent à échéance, suite aux avenants de prolongation d'un an, le 15 novembre 2025,
 - o et situés respectivement devant les chalets n°1, 3 et 4 ;

CONSIDERANT que ces lots feront l'objet d'une procédure commune avec le chalet de restauration d'arrière plage, compte tenu de l'intérêt à retenir un même opérateur économique, étant précisé que les Conventions d'Occupation Temporaire (COT) et les sous-traités d'exploitation de la concession de plage demeureront distincts dans leur exécution,

CONSIDERANT que les missions à assurer dans le cadre de l'exploitation d'un service public de bains de mer sont les suivantes :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de bains de mer ;
- Exploiter le lot de plage,
- Entretenir le lot de plage,
- Surveiller et contrôler la sécurité des usagers sur le lot de plage,
- Veiller au bon fonctionnement du service,
- Assurer la protection du domaine public maritime du lot,

CONSIDERANT qu'au regard de la spécificité des services concernés, le choix de les confier à des sous-traitants, Déléataires de Service Public, apparait la solution la plus cohérente et efficiente en matière d'exploitation,

CONSIDERANT que les sous-traitants se rémunéreront exclusivement par la perception des recettes auprès des usagers et qu'en contrepartie ils devront verser à l'autorité concédante une redevance d'occupation domaniale composée d'une part fixe annuelle et d'une part variable de 1% minimum du chiffre d'affaires global prévisionnel pendant la période d'exploitation (le pourcentage définitif sera proposé par les candidats dans leur offre),

CONSIDERANT que, s'agissant d'une procédure visant à une attribution conjointe avec les chalets de restauration (sous forme de Convention d'Occupation Temporaire), la durée des sous-traités d'exploitation des lots de plage débutera à compter de leur date de notification et pour une durée maximale de 5 périodes d'exploitation,

CONSIDERANT le rapport sur le choix du mode de gestion contenant les caractéristiques des prestations que doivent assurer les sous-traitants, ci-annexé,

CONSIDERANT que le Comité Social Territorial, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et la Commission Protection de l'Environnement, Développement durable, Transition Ecologique et Energétique de la Métropole se sont positionnés favorablement au recours à une Délégation de Service Public pour l'exploitation de ces lots,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le rapport sur le mode de gestion, ci-joint, contenant les caractéristiques des prestations que doivent assurer les sous-traitants.

ARTICLE 2

D'ADOPTER le principe de la Délégation de Service Public afférent aux lots de plage conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales pour les lots de plage de la concession de Mar-Vivo / Les Sablettes :

- Lot n°1 (superficie maximale : 160 m²),
- Lot n°4 (superficie maximale : 300 m²),
- Lot n°5 (superficie maximale : 200 m²),
- Lot n°6 (superficie maximale : 200 m²),

ARTICLE 3

D'AUTORISER le lancement des procédures de consultation de Délégation de Service Public relatives à l'exploitation de baignades pour les lots n°1, 4, 5 et 6 de la plage de Mar-Vivo / Les Sablettes.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer tout document y afférent.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance

POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Monsieur Philippe LEROY, Madame Rachel ROUSSEL.

**Rapport de présentation de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités
Territoriales sur le choix du futur mode de gestion d'un service public de bains de
mer situé sur la concession de plage de Mar-Vivo / Les Sablettes - Commune de la
Seyne-sur-Mer**

Article L.1411-4 CGCT :

Modifié par [Loi n°2002-276 du 27 février 2002 - art. 5](#)

« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire. »

Table des matières

INTRODUCTION

PARTIE I - PRESENTATION DES MODES DE GESTION

- I. Modes de gestion directe
 - A. La Régie à simple autonomie financière
 - B. La Régie à autonomie financière et personnalité morale

- II. Mode de gestion déléguée
 - A. La Concession

- III. Autres modes de gestion
 - A. Le marché public
 - B. Les autres modes exclus d'office

- IV. Analyse des scenarii

PARTIE II – CHOIX DU MODE DE GESTION

PARTIE III - PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

- A. Objet
- B. Les missions confiées au délégataire
- C. Les conditions financières d'exploitation du service
- D. Le régime des responsabilités
- E. La durée du contrat
- F. Durée de la période d'exploitation
- G. Contrôle, pénalités et sanctions
- H. La fin du contrat

PARTIE IV : MODALITES DE PASSATION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

INTRODUCTION

La Commune de la Seyne-sur-Mer est située dans le Département du Var, en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Elle fait partie de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La concession de plage naturelle de Mar-Vivo / Les Sablettes, objet du présent rapport, est située sur la partie Sud du quartier des Sablettes et du Parc Braudel. C'est une plage de sable fin, en arc de cercle et orientée sud. La superficie totale de la concession de plage est de 18 197 m² pour un linéaire de 1 159m.

Le 1^{er} janvier 2018, la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages » a été transférée à la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée. La Métropole s'est substituée de plein droit à la Commune dans tous les actes et délibérations afférents aux concessions de plage.

A l'issue d'une phase d'enquête publique, la concession de plage de Mar-Vivo / Les Sablettes a été renouvelée par arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2018 pour une période de 12 ans à partir du 1^{er} janvier 2019.

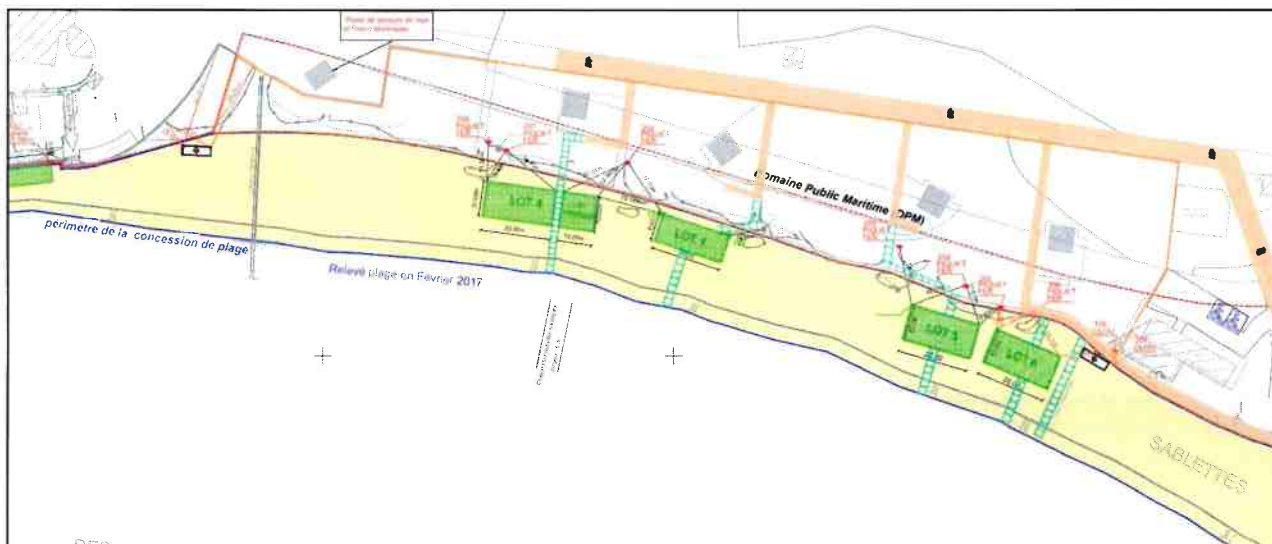
S'agissant d'une concession de plage naturelle et conformément aux dispositions de l'article R.2124-16 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), un minimum de 80 % de la longueur du rivage et de 80 % de la surface de la plage sera libre de tout équipement et installation.

La concession de plage de Mar-Vivo/ Les Sablettes actuelle comporte 6 lots de plage et 1 zone spécifique. Les 6 lots de plage sont répartis comme suit :

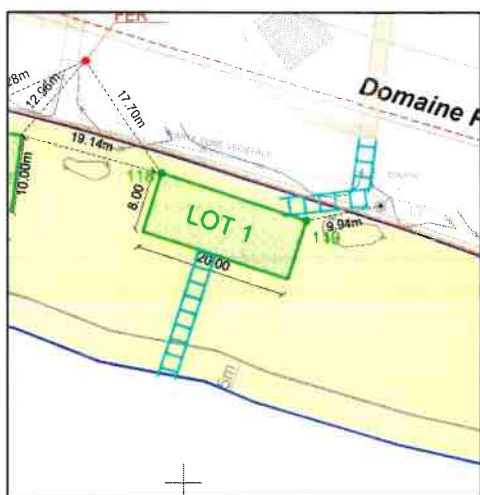
- **Lot n°1** : Une superficie de 160m² destinée à la location de matelas/parasols ;
- **Lot n°2** : Une superficie de 80m² destinée à la location de matelas/parasols (non accessible aux PMR) ;
- **Lot n°3** : Une superficie de 200m² destinée à la location de matelas/parasols (non accessible aux PMR) ;
- **Lot n°4** : Une superficie maximale de 300m² comportant deux activités :
 - o 200m² destinée à la location de matelas/parasols,
 - o 100m² d'emprise de stockage pour engins nautiques non motorisés,
- **Lot n°5** : Une superficie de 200m² destinée à la location de matelas/parasols ;
- **Lot n°6** : Une superficie de 200m² destinée à la location de matelas/parasols ;
- **Zone spécifique n°1** : Une superficie de 62 m² (accès aux PMR).

La question du choix du mode de gestion se pose dans le cadre d'une future exploitation des lots de plage n°1, 4, 5 et 6 dont les sous-traités d'exploitation arrivent à échéance le 15 novembre 2024, hormis le lot n°1 qui n'est actuellement pas exploité.

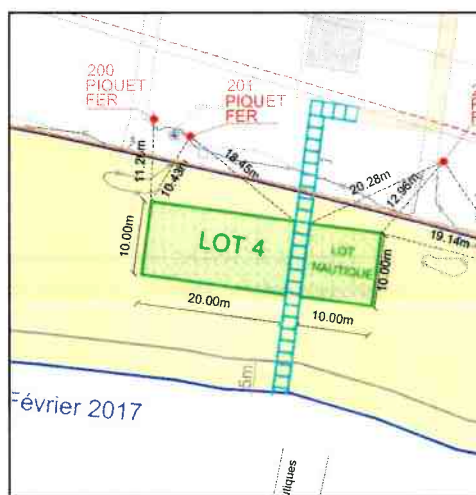
Extrait du plan de la concession actuellement en vigueur :



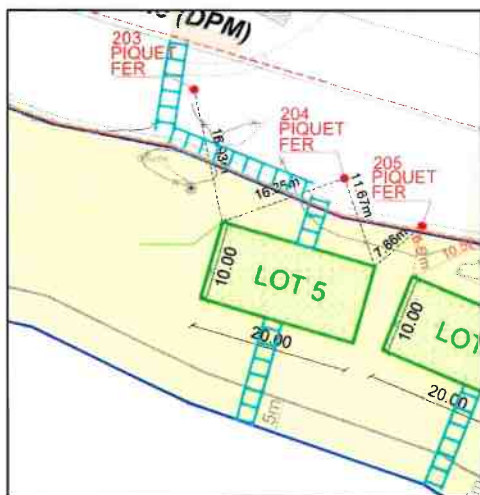
Lot n°1 :



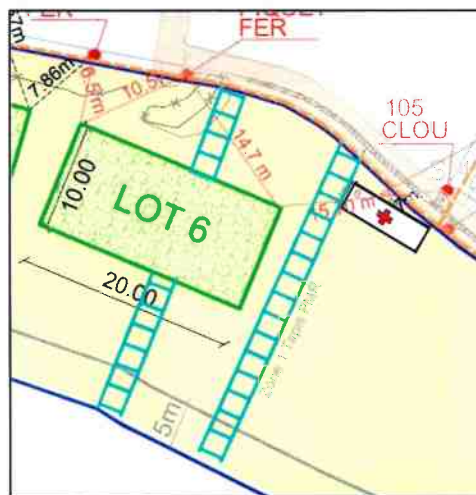
Lot n°4 :



Lot 5 :



Lot 6 :



La Métropole s'engage à respecter le cahier des charges relatif à la concession de plage naturelle de Mar-Vivo / Les Sablettes.

La présente note vise donc à justifier du choix du mode de gestion proposé pour l'exploitation des lots n°1, 4, 5 et 6.

PARTIE I - PRESENTATION DES MODES DE GESTION

La Métropole, qui est responsable de la gestion des plages concédées sur son territoire, peut choisir de gérer ce service selon les modes suivants :

- **Gestion directe** : Régies à simple autonomie financière ou à personnalité morale ;
- **Gestion déléguée** : Concessions (de service ou de travaux) ;
- **Autres formes de gestion** : Marchés publics ; Sociétés Publiques Locales (SPL), Sociétés d'Economie Mixte (SEM) et Sociétés d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOp).

I. Modes de gestion directe

Les modes de gestion directe se différencient les uns des autres par une plus ou moins grande autonomie du service public par rapport à la Collectivité. Dans cette gradation, on distingue deux types de structures :

- La régie dotée de l'autonomie financière,
- La régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

L'exploitation des services pourra nécessiter le recours à la passation de marchés publics avec des prestataires extérieurs, selon les règles fixées par le Code de la Commande Publique.

A. La Régie à simple autonomie financière

La régie dotée de l'autonomie financière est prévue à l'article L.1412-1 et suivants ; L.2221-11 du CGCT et son régime est précisé par les articles L.2221-12 à L.2221-14 et R.2221-63 à R.2221-98 du CGCT.

Elle reste sous le contrôle de la Métropole mais dispose d'organes propres de gestion :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (arrête et fixe les statuts et les moyens mis à disposition) ;
- Organes de gestion (sous l'autorité de la Métropole) :
 - o 1 directeur (le Président reste l'ordonnateur de la régie) ;
 - o 1 conseil d'exploitation (organe consultatif de contrôle et de proposition),
- Application des règles de la comptabilité publique ;
- Budget propre voté par l'assemblée délibérante.

Le rôle du conseil d'exploitation est essentiellement consultatif et les décisions restent prises par le Conseil Métropolitain.

B. La Régie à autonomie financière et personnalité morale

C'est un établissement public autonome rattaché à la Métropole (qui peut exercer son contrôle) :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (fixe les statuts le montant de la dotation initiale de la régie) ;

- Organes de gestion :
 - 1 conseil d'administration : délibère sur les questions relatives au fonctionnement et à l'activité de l'établissement (acquisition, location, passation et exécution des marchés) ;
 - 1 directeur : ordonnateur des dépenses et recettes, exécution des décisions du conseil d'administration (notamment marchés, contrats).
- Application des règles de la comptabilité publique ;
- Budget propre non annexé au budget de la Métropole et voté par le Conseil d'Administration.

L'exploitation en régie est le mode de gestion par lequel la collectivité prend en charge directement le financement des travaux, l'organisation et le fonctionnement du service.

Ce mode d'exploitation suppose que la Métropole dispose des ressources et compétences techniques pour organiser et gérer directement le service.

En l'espèce, il s'agit d'un domaine de compétence particulier qui nécessite la mobilisation d'un professionnel.

II. Mode de gestion déléguée

A. La concession

Le Code de la Commande Publique (CCP) réunit désormais au sein d'un même corpus juridique tous les contrats de logique concessive (auparavant séparé entre la Délégation de Service Public, la Concession de travaux et la Concession de services).

1. Définition

L'article **L.1121-1 du CCP** définit la concession de la manière suivante :

« Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés. »

La distinction fondamentale avec un marché public réside dans le transfert au cocontractant d'un risque lié à l'exploitation. Quelles que soient les modalités de rémunération du cocontractant, il conviendra pour identifier une concession de se demander s'il existe un aléa économique faisant dépendre cette rémunération « substantiellement des résultats de l'exploitation » pour reprendre la formulation de la loi Sapin.

2. Typologie des contrats de concession

En réalité, la notion de concession regroupe plusieurs contrats différents :

- les concessions de travaux ;
- les concessions de service.

Les concessions de service comprennent les délégations de service public issues de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « loi Sapin ».

L'article L.1121-3 du CCP définit la délégation de service public comme un contrat de concession :

*« Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service. **La délégation de service public mentionnée à l'article L.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.** »*

La délégation de service public se caractérise par le transfert de la gestion d'un service public à un opérateur, qui contrairement au marché public, se voit transférer un risque lié à l'exploitation du service.

Dès lors, pour qu'un éventuel contrat passé par la Métropole soit qualifié de délégation de service public, **il conviendra de bien s'assurer que le délégataire ne bénéficie pas de compensation absolue des pertes qu'il pourrait rencontrer. Autrement dit, la Métropole ne peut s'engager à couvrir les déficits de l'exploitant.**

Dans le cadre d'une délégation de service public, **la Collectivité peut se contenter de confier uniquement la gestion du service public mais elle peut confier également la réalisation d'investissements au délégataire en plus de la gestion du service public.**

III. Autres modes de gestion

A. Le marché public

1. Marchés de travaux, fournitures ou services

Aux termes de l'article L.1111-1 du CCP :

« Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent. »

Les marchés publics ont pour objet l'acquisition d'une prestation de travaux ou/et de services ou de fournitures.

Ils supposent l'établissement d'un contrat d'une durée relativement courte.

La rémunération du partenaire est assurée par une contrepartie financière, fixée dans le contrat, et directement versée par la personne publique en contrepartie immédiate de la prestation fournie.

Les risques vis-à-vis des tiers liés à la définition, à l'établissement et à la conservation des ouvrages après leur réception sont à l'entière charge de la personne publique.

Le prestataire de services ne prendra pas à son compte les risques d'exploitation, autrement dit, il importe peu pour celui-ci que la gestion génère des bénéfices ou des pertes. La Collectivité dans un tel montage demeurerait la seule responsable du résultat de l'exploitation financière du service.

Le contrat est un contrat dit « *d'exploitation* ». Dans ce contrat est confiée la gestion quotidienne du service public contre une rémunération. Par ce seul contrat, le titulaire du marché ne peut pas prendre à sa charge les investissements puisque dans un tel contrat l'ensemble des prestations est directement facturé dans leur totalité à la Métropole.

Ce mode de gestion a pour avantage de permettre d'obtenir les compétences techniques et humaines que n'aurait pas nécessairement la Métropole. Il a aussi l'avantage de lier la Métropole pour une durée optimale (dans les limites du principe de remise en concurrence périodique des contrats publics).

Le principal défaut d'un tel montage est toutefois de laisser les investissements à la charge financière de la Métropole (**en comparaison avec le montage de la DSP où les investissements sont mis à la charge du délégataire et le risque d'exploitation est assuré par lui**).

En outre, il n'est pas particulièrement motivant pour le gestionnaire dont la rémunération ne peut qu'être majoritairement fixe.

Le recours aux marchés publics n'apparaît donc pas opportun.

Les marchés publics globaux (L.2171-2 et L.2171-3 du CCP) et de partenariat (L.1112-1 du CCP) ne seront pas évoqués car ils ne sont pas appropriés au cas d'espèce.

B. Les autres modes de gestion de service exclus d'office

Les sociétés publiques locales, d'économie mixte, d'économie mixte à opération unique et les quasi-régies seront exclues d'office des modes de gestion envisagés pour ce service. Ces modes ne sont, en effet, pas appropriés à l'exploitation de ce type de service.

IV. Analyse comparative des scenarii

MODE DE GESTION		CARACTERISTIQUES GENERALES	OBSERVATIONS
REGIE A AUTONOMIE FINANCIERE	SIMPLE	Service sans personnalité juridique ni capital. Le pouvoir décisionnaire du conseil d'exploitation est restreint par rapport à une régie à personnalité morale. Son rôle est essentiellement consultatif.	
REGIE A AUTONOMIE FINANCIERE ET PERSONNALITE MORALE		Personne morale de droit public dotée d'une autonomie financière et sans capital. Le conseil d'administration dispose de pouvoirs élargis (vote le budget, etc.).	Cette solution est envisageable mais nécessitera le recours à plusieurs marchés pour la réalisation des prestations. La Métropole assume les risques d'exploitation ce qui ne correspond pas aux souhaits de la Métropole.
MARCHES PUBLICS		La Métropole demeure responsable. Les prestations sont réalisées moyennant une rémunération au prestataire.	Peu adapté pour l'exploitation de l'intégralité du service ce qui ne correspond pas à ce qu'elle recherche. Concernant le marché de partenariat et les marchés publics globaux, les conditions de recours à ces marchés publics particuliers ne sont pas remplies.
CONCESSION DE TRAVAUX		L'entreprise prend à sa charge la totalité du service, y compris les frais de 1er établissement de construction et d'extension.	Dans la mesure où l'objet du contrat serait principalement l'exploitation du service public de bains de mer, ce type de contrat est à exclure.
CONCESSION DE SERVICE		L'activité de bains de mer est un service public. On est donc dans l'hypothèse d'une délégation de service public. Le risque d'exploitation est supporté par le délégataire. Le délégataire se rémunère substantiellement sur les usagers. Dans l'hypothèse d'un affermage, la Métropole assume le coût des travaux mais pas dans l'hypothèse d'une délégation de service public sous forme de concession.	Mode de gestion adapté à l'exploitation d'un Service de bains de mer. En revanche, moindre maîtrise du service par la Métropole. La Métropole s'orienterait donc davantage vers une délégation de service public car elle souhaite que le délégataire prenne en charge certains investissements. Il est à noter que l'article R.2124-31 du CGPPP dispose que les conventions d'exploitation liées aux concessions de plage sont soumises à la procédure décrite aux articles L.1411-1 et suivants du CGCT (relatifs aux délégations de service public)

PARTIE II - CHOIX DU MODE DE GESTION APPROPRIE

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, de par la nature de la mission à accomplir, souhaite sous-traiter les lots de plage afin de répondre au mieux à la qualification professionnelle exigée.

L'activité d'exploitation des lots de plage étant saisonnière, la sous-traitance apparaît mieux adaptée.

En effet, la Métropole n'a pas pour vocation principale l'exploitation en gestion directe d'un lot de plage.

Compte-tenu de la spécificité des activités de bains de mer et de l'inadéquation des moyens humains et techniques de la Métropole TPM avec l'organisation de ces services, il apparaît nécessaire d'attribuer ce lot dans le cadre d'un contrat de concession de service. Cela permettra d'assurer la continuité du service public avec une gestion déléguée qui correspond à l'exploitation aux risques et périls de l'exploitant.

Ainsi, l'ensemble des missions attribuées à la Métropole, seront confiées au sous-traitant dans le périmètre de son lot de plage.

La délégation de service public présente l'avantage de permettre de confier la gestion totale du service public à un même délégataire, spécialisé et expert dans le domaine.

De plus, le délégataire étant financièrement intéressé dans la réussite du projet puisqu'il supporte une partie du risque d'exploitation, il a tout intérêt à ce que le service public soit correctement géré.

Enfin si le délégataire — en tant qu'exploitant au quotidien du service — a de grandes libertés, ces dernières sont encadrées et limitées par le contrat et le pouvoir de contrôle de la personne publique.

Il est à noter que l'article R.2124-31 du CGPPP dispose que les conventions d'exploitation liées aux concessions de plage sont soumises à la procédure décrite aux articles L.1411-1 et suivants du CGCT (relatifs aux délégations de service public).

PARTIE III - PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

A. Objet : exploitation de 4 lots de plage

Il s'agit de la gestion de 4 lots de plage destinés à rendre un service public de bains de mer.

LOTS DE PLAGE :

Numéro lot	Définition de la zone	Superficie (m ²)	Prescription technique
LOT n°1	MATELAS / PARASOLS	160	SUR LE SABLE
LOT n°4	MATELAS / PARASOLS	200	SUR LE SABLE
	STOCKAGE DES ENGINS NAUTIQUES NON MOTORISES	100	SUR LE SABLE
LOT n°5	MATELAS / PARASOLS	200	SUR LE SABLE
LOT n°6	MATELAS / PARASOLS	200	SUR LE SABLE

En dehors de la période d'exploitation, la plage concédée devra être libre de toute occupation.

B. Les missions confiées au délégataire

Les objectifs principaux assignés au futur délégataire seront les suivants :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de bains de mer ;
- Exploiter le lot de plage ;
- Entretenir le lot de plage ;
- Surveiller et contrôler la sécurité des usagers sur le lot de plage ;
- Veiller au bon fonctionnement du service ;
- Assurer la protection du domaine public maritime du lot.

C. Les conditions financières d'exploitation du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls financiers (transfert d'un risque lié à l'exploitation du service).

Le délégataire se rémunérera substantiellement par la perception de recettes auprès des usagers. Sa rémunération sera donc substantiellement liée aux résultats d'exploitation du service.

A ce titre, le délégataire soumettra à la Métropole les tarifs pratiqués pour l'exploitation de son lot de plage.

Le délégataire versera à l'autorité délégante une redevance d'occupation domaniale annuelle en raison des avantages procurés à celui-ci par le fait de pouvoir exploiter le service.

Cette redevance est composée :

- d'une part fixe forfaitaire .
- d'une part variable dépendant *a minima* du chiffre d'affaires prévisionnel.

D. Le régime des responsabilités

Le délégataire gère le service à ses risques et périls (transfert d'un risque lié à l'exploitation). Il est responsable du bon fonctionnement et de la continuité du service.

Le délégataire a l'obligation de couvrir ses responsabilités par la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurance de responsabilité civile, de dommages aux biens et/ou à l'environnement.

E. La durée du contrat

Une procédure de délégation de service public avec publicité et mise en concurrence sera lancée.

Actuellement, les DSP de bains de mer ont été associées aux AOT bénéficiant aux exploitants des chalets de restauration d'arrière plage. L'exploitant commun des deux types de contrats pour chaque lot et chalet a été sélectionné selon la procédure la plus contraignante, à savoir la DSP.

Le mode de gestion proposé pour la prochaine période sera la reconduction du dispositif actuel, soit à nouveau la DSP pour le lot de plage et l'AOT pour les chalets.

Ainsi, la durée des sous-traités d'exploitation débutera à compter de leur date de notification et sera ainsi fixée à 5 périodes d'exploitation.

F. Durée de la période d'exploitation

La période d'exploitation est fixée par délibération du Métropolitain, du 15 mars au 15 novembre. Cette période d'exploitation peut évoluer dans les limites des dispositions définies aux articles R.2124-16 et R.2124-17 du CGPPP.

Les installations du lot seront démontables ou transportables, montées et démontées durant cette période d'exploitation.

Dans le cas où l'autorité concessionnaire modifierait la durée de la période d'exploitation des bains de mer, le sous-traitant devra s'y conformer.

En tout état de cause, le sous-traitant devra impérativement respecter la période minimale d'exploitation.

G. Contrôle et sanctions

Le délégataire devra satisfaire aux obligations définies et détaillées dans le sous-traité d'exploitation concernant notamment la production de ses comptes et des indicateurs de la qualité du service rendu aux usagers.

Le sous-traité d'exploitation définira précisément les objectifs assignés au délégataire, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Métropole, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

La Métropole pourra exercer, le cas échéant, son pouvoir de sanction et résilier le contrat dans les conditions qui seront fixées dans le sous-traité d'exploitation du lot.

H. La fin du contrat

Toute reconduction tacite du sous-traité d'exploitation du lot de plage sera prohibée.

Le sous-traité d'exploitation (DSP) précisera les conditions relatives au sort des biens en fin de contrat.

PARTIE IV : MODALITES DE PASSATION DE LA DÉLEGATION DE SERVICE PUBLIC

Le contrat de concession de service (DSP) sera passé conformément aux règles et procédures de passation prévue dans le Code de la Commande Publique (aux articles L.3120-1 et suivants).